

SOUS-DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION AU MARCHÉ MONDIAL

L'accord officiel entre le Maroc et l'Union Européenne a fixé l'année 2010 comme échéance de la levée des barrières douanières et de "l'union" entre les deux parties. Mais doré et déjà les bailleurs de fonds et les milieux intéressés s'affairent à ausculter le "candidat Maroc" et à évaluer les chances de son "intégration" dans le marché mondial. L'ensemble de leurs conclusions remet en lumière les mêmes lacunes et faiblesses qui ont dicté la thérapeutique de choc du F.M.I. et de la Banque Mondiale. Après 10 ans de "réajustement structurel" aux conséquences sociales désastreuses et malgré un plan de privatisation qui dure depuis plus de 6 ans, les observateurs constatent un "retour à la case départ". S'agit-il alors de faiblesses conjoncturelles ou de tares structurelles liées à une crise socio-économique et politique profonde?

VERDICT DE L'OCIEM

L'Observatoire de la compétitivité internationale de l'économie marocaine (OCIEM) souligne dans son rapport annuel les faibles performances du système socio-économique marocain. Cette situation est due principalement (d'après le rapport) aux carences du capital humain, des compétences et de la maîtrise de la technique. Elle est également basée sur un certain nombre d'indicateurs définis par l'OCIEM.

- ✱ **La croissance** a été en 1996 de 10%, mais elle a été négative en 1995 suite à la sécheresse. L'économie marocaine reste tributaire de la pluviométrie. La part des industries manufacturières dans le PIB n'est que de 17%. Il s'agit d'un **"dynamisme macro-économique fragile"**.

- ✱ **L'investissement intérieur brut** est faible. Le ratio investissements/PIB ne dépasse pas 21% (40% pour la Thaïlande et la Malaisie).

- ✱ **La dette extérieure** représente 63% du PIB et le service de la dette affiche un taux des plus élevés: 34% (14% pour la Jordanie et 6% pour

la Pologne). Malgré un loyer de l'argent relativement bas (6%) mais pas toujours accessible, le **dynamisme financier** est jugé médiocre.

- ✱ **La consommation par habitant** est faible et le **déficit extérieur** persistant: 10% en 1995 (0,4% pour l'Afrique du Sud et 0,3% pour l'Inde). Les exportations ne représentent que 11% du PIB. Un mauvais point sur le plan du **dynamisme de marché**.

- ✱ **Les infrastructures marocaines** sont classées "moyennes-tranches inférieures". Le **cadre administratif et juridique** est caractérisé par la "lourdeur des procédures administratives" et les "difficultés à faire prévaloir ses droits" qui constituent les principales entraves au développement du secteur privé selon une étude menée auprès de 110 sociétés marocaines.

- ✱ Sur le plan des ressources humaines, "le Maroc continue à se classer dans les dernières positions parmi les pays à performances faibles. Cette situation, sans amélioration par rapport aux observations précédentes, semble perdurer et constitue une réelle contrainte à la compétitivité marocaine". La disponibilité de la

main d'oeuvre qualifiée est insuffisante et le **taux d'analphabétisme** officiel est des plus élevés: 56,3%. Le **taux d'inscription scolaire** demeure faible: 63% (98% en moyenne pour les autres pays étudiés).

✱ Dans le domaine du **développement technologique**, le Maroc se classe dans la "catégorie des pays à résultats faibles". Les dépenses en **recherche et développement** sont de 0,3% (1,1% au Brésil et 3% en Argentine). La part des **biens d'équipement** dans les importations (critère d'accès à la technologie) est de 17,5% (32% pour l'Indonésie et 50% pour la Malaisie).

Au-delà de l'ensemble de ces chiffres et critères, il apparaît que la formation, l'éducation, la recherche, l'administration et la justice sont les principaux obstacles à la compétitivité internationale du Maroc.

COLLOQUE DES POLYTECHNICIENS

De leur côté, les polytechniciens marocains réunis en colloque au sujet de l'accord avec l'Europe, constatent que lors de la réalisation de cet accord (2010) "un tiers des entreprises marocaines disparaîtra, un tiers se renouvellera et un tiers survivra". Les intervenants ont souligné que depuis les deux dernières années de sécheresse la population pauvre vivant avec 3.500 DH ¹ est passé de 30% à 70%. Les trois-quarts des salariés vivent avec 2.000 DH par mois. Selon le PNUD, 49% de la population souffre de "pénurie de capacité". Par ailleurs, les restructurations en vue de l'échéance 2010 se solderont par le licenciement de milliers de salariés. Les intervenants ont également souligné la nécessité de réformes en profondeur, comme celles nécessaires au niveau de la justice et de l'enseignement. "La restructuration n'est pas seulement une question d'argent"...

L'AVIS DES CHAMBRES DE COMMERCE ETRANGERES

Par ailleurs, les Chambres de commerce étrangères au Maroc (américaine, française, espagnole, italienne...) ont réalisé, chacune de son côté, des études sur le même thème: "Les freins à l'investissement étranger au Maroc". Basées sur des sondages minutieux auprès des

¹ 2 000 FF environ

opérateurs intéressés par l'investissement au Maroc, ces études convergent vers les mêmes conclusions:

- Absence de structures professionnelles d'accueil des investisseurs et sollicitude parasitaire.

- 60% des sondés se plaignent du coût et de la qualité des infrastructures: réseau électrique, eau, routes, réseau téléphonique...

- Si la main d'oeuvre n'est pas chère, la qualification professionnelle fait défaut.

- L'encadrement législatif et judiciaire emporte la palme des critiques: difficulté d'application des lois, législation du travail déficiente, lenteur des tribunaux, arbitraire judiciaire en faveur des nationaux au bras long, opacité du code du travail...

- 70% des sondés apportent un jugement sans appel contre l'administration et la douane: corruption, culte de l'argent facile et affairisme chez les fonctionnaires, double ou triple emploi chez ces derniers, méthodes d'administration dépassées et désuètes...

- Les études soulignent également l'omniprésence de la contrebande, le manque de respect des contrats et des accords commerciaux, l'importance du secteur informel, l'insuffisance du pouvoir d'achat et l'étroitesse du marché intérieur.

En réalité, l'ensemble de ces conclusions des observateurs étrangers sont bien connues par les citoyens marocains qui les vivent au quotidien. La grave crise socio-économique est alimentée par une crise politique qui maintient le blocage vers la transition démocratique. Seules des réformes profondes dans le cadre d'un Etat de droit et sur la base d'un programme de développement, de libération et de démocratie pourront sortir le pays du marasme dans lequel il se débat. Le libéralisme à tous crins et la mondialisation à tout prix ont démontré de leurs avatars. L'époque de l'autarcie, de "l'autosuffisance" et du repli sur soi est également révolu. Il s'agit plutôt de construire des relations d'échange égal et fructueux entre les peuples, dans leur intérêt commun et dans le cadre d'un co-développement équilibré. ■